

Pouvoir d'emprunt—Loi

l'année 1989-1990 à cet égard de 360 millions de dollars, soit 12 p. 100. Au lieu de consacrer à l'aide au développement les 3,1 milliards de dollars prévus pour cette année financière, il ne dépensera plus que 0,43 p. 100 du produit national brut, soit 2,44 milliards de dollars, alors qu'il avait dépensé près de 0,5 p. 100 l'année dernière. La formule que le gouvernement applique lui permettra d'épargner 1,8 milliard de dollars au cours des cinq prochaines années.

À cause du gouvernement, le Canada est en train de perdre toute crédibilité aussi bien parmi les pays donateurs que des pays bénéficiaires. Nous faisons bande à part avec les États-Unis qui sont le seul autre pays industrialisé à réduire la part de son produit national brut qu'il consacre à l'aide au développement. Nous figurons maintenant au tout dernier rang, derrière certains pays comme les quatre pays nordiques, les Pays-Bas, la France et la Belgique pour ce qui est de la part de notre produit national brut que nous consacrons à l'aide au développement. Le Canada a toujours passé pour un pays généreux et imbu de préoccupations humanitaires, un chef de file dans le domaine de l'assistance publique au développement. Avec ce Budget, nous avons sacrifié notre réputation nationale. Nous disons aux pauvres que nous sommes endettés et que nous avons été victimes de la sécheresse. Nous ne nous soucions guère qu'ils aient des dettes et qu'ils aient connu la sécheresse. Comme disait le ministre, c'est une toute petite coupe et nous la regrettons, mais le fait est que des milliers de pauvres et d'affamés vont mourir de faim à cause des coupes budgétaires dans le domaine de l'assistance publique au développement.

Il y a lieu d'examiner de près dans quels programmes le gouvernement va effectuer ses coupes. Aides alimentaires bilatérale et multilatérale, 65 millions de dollars cette année. Programmes internationaux d'aide humanitaire, programmes bilatéraux de coopération technique, programmes bilatéraux de développement régional, programmes internationaux d'organismes non-gouvernementaux, 112 millions de dollars. Pourtant, monsieur le Président, le gouvernement augmente les crédits alloués à certains programmes. Ainsi, il augmente de 10 millions de dollars les crédits alloués à la coopération industrielle. Il augmente de 3 millions de dollars les traitements des employés de l'ACDI et consacre 13 millions de dollars de plus à promouvoir nos programmes d'aide au développement.

Qu'advient-il de notre crédibilité? Quels sont les risques pour le Canada? Le gouvernement actuel ne comprend pas que nos coupes dans le domaine de l'aide au développement mettent en péril de fragiles démocraties, la sécurité mondiale, le développement et le commerce extérieur durable au point de vue de l'environnement. Nous sommes les gros perdants. Ainsi que je le disais au

début, le gouvernement actuel ne comprend pas qu'il ne réalise pas nécessairement d'économie en coupant dans ses dépenses. Ses politiques budgétaires démontrent qu'il ne voit pas plus loin que son nez, non seulement pour ce qui est du bien-être futur de notre pays, mais aussi pour ce qui est de notre bien-être relativement aux pays du tiers monde. Pour ce motif, monsieur le Président, je ne puis appuyer le projet de loi C-11 portant pouvoir d'emprunt, car il sert de cadre financier au Budget du parti conservateur.

Le président suppléant (M. Paproski): Le secrétaire parlementaire du vice-premier ministre invoque le Règlement.

M. Cooper: Monsieur le Président, les partis à la Chambre ont discuté entre eux et ont décidé en substance qu'un autre député du NPD prendra probablement la parole, que le Parti libéral bénéficiera du temps qui nous reste et que le gouvernement n'aura plus d'autres intervenants à proposer cet après-midi en ce qui concerne ce débat.

En outre, il n'y aura donc plus de manoeuvres dilatoires ou de votes et, juste avant dix-sept heures, nous terminerons le débat, ce qui nous permettra de passer aux questions et de différer les votes jusqu'à la semaine prochaine.

M. le vice-président: La Chambre a entendu les termes de la proposition du secrétaire parlementaire, êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

M. Steve Butland (Sault Ste. Marie): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui au sujet du projet de loi C-11, bien que ce que j'ai à dire sera très déprimant, j'en suis sûr.

Je souhaite vous entretenir du projet de loi portant pouvoir d'emprunt et de la somme de 25 milliards de dollars que le gouvernement demande pour pouvoir diriger le pays. Nous sommes d'accord avec cela, mais nous réprouvons certes la méthode utilisée pour obtenir cette somme et la façon dont elle est dépensée.

Très souvent, on accuse les députés du Nouveau Parti démocratique d'être très négatifs. Nous acceptons cette critique simplement parce que le gouvernement nous donne peu de raisons d'être positifs ou optimistes. Le budget est tout à fait négatif, et je vous énumérerai dans quelques instants une série de points négatifs qu'on y trouve. Nous, les hommes politiques, sommes tous coupables de temps à autre de faire de la rhétorique, mais lorsqu'on commence à croire sa propre rhétorique, cela devient dangereux. Or, ce que je crains réellement, c'est que le gouvernement croit ce qu'il dit. À mon avis, si l'on répète une chose assez souvent et assez fort, même si ce n'est pas tout à fait la vérité, on finit par y croire. Je crois sincèrement que le gouvernement a mis des oeillères et